

[Text]

**The Chairman:** Five years would cover two different administrations. It would be interesting to see how the vote has been used over that period.

**Senator Stewart (Antigonish-Guysborough):** I would have to have the figures before me to know what is a reasonable period. For example, we had unusual economic circumstances in the beginning of the 1980s, and how they may have affected the treatment of that vote, I do not know. There may well have been large recourse to this vote for employment creation activities in, let us say, 1982, that might distort the pattern. I leave it to the Secretary to decide what is a period which will put before the committee a reasonable reading of what is actually happening under the language of Vote 5.

**Mr. Darling:** I could provide you with an aggregate indication, but that may not be sufficient detail for you. However, starting with the year 1980/81, the amount of the vote was \$200 million. Of that, \$147 million was used to supplement salary pay lists.

**The Chairman:** I am sorry, \$147 million out of \$200 million?

**Mr. Darling:** Yes. That was in 1980/81. I want to add a third column of numbers to that, if you like. The gross allotments that were authorized from the vote in that year were \$360 million. The balance would have been re-appropriated and reimbursed to standard. Going up from that year in 1981/82, the vote total was \$280 million, of which \$182 million was provided for salary allotments and the gross allotments were \$443 million.

In 1982/83, the vote increased to \$315 million and the salary allotments were \$65 million. However, gross allotments from the vote in that year were \$498 million.

In 1983/84, the vote remained at \$315 million. The salary allotment was only \$13 million and the gross allotments were \$512 million. In 1984/85, the vote again remained at \$315 million. The salary allotments were \$27 million and gross allotments were \$555 million.

In 1985/86, as I had indicated earlier, the vote was \$340 million, of which only \$11 million was salary and \$542 million was the gross allotment.

I think part of the pattern was that, in the first two years, you had very rapid escalation of salary rates in the country generally and in the public service, and these could not be anticipated very accurately at the time the main estimates were printed. In the later years, you had a diminution, and under the six-and-five program, you had a fairly accurate prediction of what the salary costs would be, which is why the numbers are quite low.

**Senator Stewart (Antigonish-Guysborough):** Mr. Chairman, I think these figures are revealing because they show that the

[Traduction]

**Le président:** Une étude qui porterait sur cinq ans permettrait de dégager les tendances de deux gouvernements différents. Il serait intéressant de voir la façon dont le crédit a servi durant cette période.

**Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough):** Il faudrait que j'aie les chiffres devant moi pour déterminer ce que représenterait une période raisonnable. Par exemple, les circonstances économiques étaient plutôt exceptionnelles au début des années 80, et j'ignore comment l'utilisation de ce crédit en a été influencée. Peut-être a-t-on eu grand recours à ce crédit pour créer des emplois en 1982, par exemple, et cela pourrait dénaturer les faits. Je laisse au secrétaire la tâche de déterminer la longueur de la période qui nous permettra de déterminer adéquatement la façon dont les dépenses sont imputées au crédit 5.

**M. Darling:** Je pourrais vous en donner un aperçu global, mais cela ne vous suffira peut-être pas. Toutefois, à compter de 1980-81, ce crédit s'est élevé à 200 millions de dollars, dont 147 millions, ont été utilisés pour défrayer les suppléments salariaux.

**Le président:** Pardon, vous dites 147 millions des 200 millions?

**M. Darling:** Oui. C'était en 1980-1981. J'aimerais ajouter ici une troisième colonne de chiffres. Les allocations brutes autorisées sur le crédit s'élevaient cette année-là à 360 millions de dollars. Le solde aura été réaffecté et remboursé. À compter de 1981-1982, le crédit total s'est élevé à 280 millions de dollars dont 182 millions devaient servir pour payer les traitements, les allocations brutes étaient de 443 millions de dollars.

En 1982-1983, ce crédit a été porté à 315 millions de dollars et les allocations au titre des traitements à 65 millions de dollars. Toutefois, les allocations brutes de ce vote s'élevaient pour cette année-là à 498 millions de dollars.

En 1983-1984, le crédit est demeuré à 315 millions de dollars. Les provisions pour traitements n'étaient que de 13 millions de dollars et les allocations brutes s'élevaient à 512 millions de dollars. En 1984-1985, le crédit était toujours de 315 millions de dollars. Les provisions pour salaires s'élevaient à 27 millions de dollars et les allocations brutes, à 555 millions de dollars.

En 1985-1986, comme je l'ai dit plus tôt, le crédit était de 340 millions de dollars, dont 11 millions seulement ont été affectés aux traitements et 542 millions représentaient les allocations brutes.

Je crois que ces chiffres s'expliquent en partie du fait que, au cours des deux premières années, les salaires ont augmenté rapidement au Canada en général et dans la Fonction publique, et il était impossible d'estimer avec précision ces escalades au moment de l'impression du budget. Dans les années subséquentes, ce rythme s'est ralenti et, durant le programme des six et cinq p. 100, il était possible de prédire avec assez de précision le bordereau des traitements et c'est pourquoi les chiffres sont plutôt bas.

**Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough):** Monsieur le président, ces chiffres sont révélateurs: ils nous indiquent à